

d'assurance-chômage de 6 600 \$. En multipliant ces sommes individuelles par les 93 500 décrocheurs projetés de 1990 à 2010, on arrive à un total de 14 milliards de dollars qui pourraient être gagnés en revenus et à 620 millions de dollars qui pourraient être économisés en prestations d'assurance-chômage.

TABLEAU 12

**ÉVALUATION DE CERTAINS GAINS ÉCONOMIQUES INDIVIDUELS ET TOTAUX
RÉSULTANT DE L'ÉLIMINATION DU DÉCROCHAGE POUR CAUSE DE PAUVRETÉ
POUR LA PÉRIODE 1990-2010, PAR SEXE, EN DOLLARS 1990**

	Individu à vie		Total à vie		Total à vie
	Homme	Femme	Homme	Femme	Combiné
	En millions de dollars				
Revenu	149 000	97 000	14 000	9 000	23 000
Impôt sur le revenu :					
Fédéral	33 000	17 000	3 100	1 500	4 600
Provincial	17 000	10 000	1 600	1 000	2 600
Taxe à la consommation :					
Fédérale	3 300	2 800	310	260	570
Provinciale	3 300	2 800	310	270	580
Assurance-chômage :					
Cotisations	900	1 500	80	140	220
Prestations	-6 600	-420	-620	-40	-660
Aide sociale	-3 800	-3 800	-350	-360	-710

Source : Voir le tableau 9.

La dernière colonne combine les avantages hypothétiques qu'une scolarité moyenne accorderait aux décrocheurs, hommes et femmes, au cours des vingt prochaines années. Les revenus (utilisés comme mesure approximative de la contribution à la production totale du Canada) seraient supérieurs de 23 milliards de dollars si les décrocheurs pour cause de pauvreté atteignaient un degré de scolarité moyen. Les impôts sur le revenu fédéraux et provinciaux augmenteraient de 7,2 milliards de dollars et les taxes à la consommation de 1,15 milliard de dollars. Les cotisations à l'assurance-chômage augmenteraient de 220 millions de dollars et les prestations diminueraient de 660 millions de dollars. Les paiements d'aide sociale diminueraient de 710 millions de dollars.

Les avantages perdus par la société sont importants. Si l'on ne considère que le solde du secteur public, les coûts sont considérables. En additionnant les recettes publiques ainsi obtenues par l'élimination des décrocheurs pour cause de pauvreté aux économies réalisées dans les programmes d'assurance-chômage et d'aide sociale, on arrive à un total de 9,9 milliards de dollars. En outre, on doit ajouter les 23 milliards de dollars de contributions à la production de la nation, mesurées en revenus perdus. Le coût pour la société s'élèverait donc approximativement à 33 milliards de dollars (pour fins de comparaison, il s'agit d'une somme équivalant au déficit budgétaire annuel du gouvernement).